

D 1067 MEXIQUE: EFFETS POLITIQUES DU TREMBLEMENT
DE TERRE

Les 19 et 20 septembre 1985 Mexico était le théâtre d'un violent tremblement de terre. Un mois plus tard, l'Institut mexicain de développement faisait état de 35.000 morts, 50.000 blessés et plus d'un million de sinistrés. Outre l'aspect humain et social de la catastrophe, c'est son incidence politique qui retient maintenant l'attention des observateurs. Ce qui est appelé au Mexique "le système", avec les deux piliers que sont la présidence de la République et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis la Révolution de 1910, sort ébranlé du dernier séisme: face à un centralisme inefficace en la matière, la population de Mexico a surpris par sa capacité d'initiative et d'organisation. L'analyse ci-dessous est tirée de l'hebdomadaire mexicain "Proceso" du 7 octobre 1985.

Note DIAL

ÉBRANLEMENTS POLITIQUES

par Jorge G. Castañeda

Deux semaines après le tremblement de terre qui a dévasté de larges secteurs de la ville de Mexico, l'heure est venue des bilans, des prestations de comptes et des premières conclusions. Heure toujours prématurée car, en matière d'informations et de perspectives, il est évident qu'il y aura toujours davantage d'éléments plus avant. Mais de même que les architectes, médecins et ingénieurs tirent des leçons préliminaires à partir des données existantes, de même ceux qui s'appliquent à comprendre la chose politique doivent-ils en tirer des conclusions provisoires, fût-ce à contretemps. Voyons donc les effets politiques de la catastrophe.

Premier point: dans presque tous les gestes du gouvernement c'est, semble-t-il, le critère politique qui a prévalu sur les considérations immédiates du sauvetage, de l'aide et de la reconstruction. Les exemples abondent. Qu'il suffise d'en prendre quelques-uns. Personne ne pourra jamais accuser Ramon Aguirre [1] d'être un haut fonctionnaire particulièrement compétent, efficace ou brillant. Ni maintenant ni avant le 19 septembre. S'il est chargé de tout ce qui arrive dans la capitale - en un mot, si le ministre du tremblement de terre c'est lui - c'est parce que sa désignation est politiquement convenable, pour une simple raison: avec ou sans tremblement de terre, le pays est entré, au moins depuis les élections de juillet, dans la période élargie de la succession présidentielle. Inévitablement, celui qui est choisi par le président pour prendre en charge la catastrophe en tire un avantage initial énorme dans la course de 1987-88. Sauf si le désigné se trouve, aux yeux de tous, être parfaitement incapable de devenir président. Les autres concurrents ne sont pas tous des génies ou des chefs d'Etat consommés, mais Ramon Aguirre, à l'évidence, ^{appartient} à la catégorie évoquée plus haut. C'est pourquoi il est le chef apparent, c'est pourquoi il est le responsable et c'est pourquoi sa parfaite inaptitude à la charge qui lui est revenue sert en fait le président. Même si d'autres travaillaient par derrière, ceux-là qui à San Juan Ixhuatepec déjà [2] - et bien avant - ont fait la preuve qu'ils étaient les vrais bénéficiaires de la con fiance présidentielle. Même si les habitants de la capitale payent le prix d'un Ramon Aguirre à la tête du sauvetage et de la reconstruction.

[1] "Régent", ou gouverneur, du Département du district fédéral qui recouvre la ville de Mexico proprement dite (NdT).

[2] Lieu de la catastrophe du 19 novembre 1984 due à une gigantesque explosion de gaz dans la banlieue de Mexico, qui s'est soldée par plusieurs centaines de morts (NdT).

Autre réflexion du même ordre: d'après d'innombrables témoignages reproduits dans la presse et véhiculés par la population, les forces armées ont brillé par leur présence... et leur passivité. Des soldats équipés, armés et de faction contrôlaient et surveillaient, mais ne fouillaient pas les décombres. Ce qui ne s'explique qu'en vertu des ordres reçus. Lesquels, pour leur part, ont une double explication.

Si les militaires ne font rien, la population peut leur reprocher beaucoup de choses mais certainement pas de mal creuser, de dynamiter à l'excès ou de provoquer des éboulements. En réduisant l'armée à l'inactivité, le gouvernement réduit aussi les rencontres entre civils et militaires, donc les possibilités de tension, de conflits et de heurts entre les uns et les autres. Mais de plus, en agissant ainsi, le gouvernement évite, ou en tout cas remet à plus tard, de faire ce que tout gouvernement mexicain récent craint comme la peste: donner des responsabilités, fussent-elles limitées dans le temps et dans l'espace, à l'armée. Ce n'est pas tout le monde qui rend forcément ce qu'on lui prête. De sorte que le gouvernement préfère - et il a parfaitement raison au sens le plus strict - des soldats qui ne font rien à des soldats qui en font trop.

Troisième et dernier exemple de la version locale de la maxime maoïste - la politique au poste de commandement - : l'attitude devant l'aide internationale. Jusqu'au soir du vendredi 20, soit trente-six heures après le séisme, le gouvernement mexicain a repoussé, empêché ou freiné l'aide en provenance de l'étranger. Alors qu'ensuite il a été évident pour tous - à l'exception de certains secteurs de la gauche nationaliste noctambule - que 1) cette aide était nécessaire; 2) qu'elle pouvait sauver des vies; 3) qu'il était aberrant de poursuivre la politique du machisme (3) dissuasif. Mais trente-six heures durant - ou même quarante-huit si l'on ajoute le temps nécessaire au déclenchement des initiatives et des envois - l'aide finalement reconnue utile et acceptable a été retardée.

Or, mises à part les explications simplistes, psychologiques et individuelles, ce comportement n'est compréhensible - bien qu'erroné - qu'en fonction de considérations politiques. Il valait mieux éviter l'aide étrangère tant qu'il semblait possible de faire par soi-même, aide qui se serait nécessairement traduite par l'attention, le contrôle et le jugement de l'extérieur sur la maîtrise des autorités et le développement du pays. Qu'y a-t-il sur place et que manque-t-il? Comment est utilisé ce qui arrive? L'aide est-elle parvenue à destination ou a-t-elle été détournée? Cela permettait aussi d'éviter des questions embarrassantes, même si elles étaient simplistes et erronées (si les Américains nous aident tellement, pourquoi sommes-nous toujours en train de nous battre avec eux?) comme aussi des comparaisons défavorables aux autochtones. Tant que le gouvernement n'avait pas pris la mesure de l'ampleur de la catastrophe, il s'était efforcé d'y faire face sans l'aide étrangère: c'est seulement par la suite qu'il l'a acceptée: il y en a des preuves.

En conclusion de ce premier point, il faut reconnaître que le gouvernement de Miguel de la Madrid ne serait pas ce qu'il est - un reflet fidèle et un produit du système politique mexicain - s'il n'avait pas agi de la sorte: en faisant passer les considérations politiques avant tout le reste. Mais les choses étant ce qu'elles sont, comme disait le général de Gaulle, le système subira à la longue les conséquences de n'avoir pas su agir autrement: en laissant pendant un temps la politique de côté. Ou, en tout cas, il aurait dû savoir être moins apparent et plus discret: que ce ne soit pas l'ensemble du Mexique qui s'en rende compte.

Ce qui nous amène directement au deuxième effet politique: l'affaiblissement du système politique et du gouvernement de Miguel de la Madrid. Par suite du séisme, de larges fissures se sont ouvertes dans l'édifice. Elles sont peut-être réparables. Rien ne s'est effondré, mais en tout cas le coût de la réparation sera lourd. Pire: jusqu'au prochain ébranlement, personne ne sait si les défaillances auront été réellement corrigées.

L'affaiblissement vient de deux facteurs, agissant l'un et l'autre dans le même sens. Le premier, sans doute le plus important, a trait à quelque chose que les Mexicains ont redécouvert après des années d'oubli et de non-usage: l'utilité et l'importance de ce qui se fait. Pour

(3) Néologisme issu de "el macho", le mâle (NdT).

une bonne part, la force du système et du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) tout au long des ans a reposé sur la conviction de la majorité des habitants du pays que quoi qu'on fasse en matière politique tout continue comme avant, peu importe le reste. Il ne sert à rien de manifester, de voter, de se mettre en grève, de protester: aucun geste politique individuel ou collectif n'est adapté ni n'a de conséquence. Le système, le gouvernement et le PRI sont trop puissants: rien ne les affecte.

Or, précisément, ce qui s'est passé dans les jours ayant suivi le tremblement de terre est venu démontrer le contraire. Quand les gens ont commencé à s'organiser, à former des brigades, à essayer de sauver des vies, à protester et à se battre contre les faux-pas et les imbécillités, on a vu que cela servait à quelque chose, qu'on obtenait des résultats, que c'était positif. Cela, que l'on avait oublié, ne s'oubliera pas très facilement. Et le système, dont la solidité dépend de la perception de l'inutilité du geste individuel ou collectif des gens ainsi que de la croyance en la toute-puissance de l'Etat, en est le plus affecté.

Mais ce n'est pas tout. Le second coup porté au système et au gouvernement, c'est la perte de crédibilité de toutes les institutions, y compris celles qui étaient restées jusqu'alors en marge de la détérioration généralisée, ou du moins peu affectées. C'est le cas de l'armée, par exemple, qui du simple fait de sa présence dans les rues de la capitale, à la vue de tous et indépendamment de sa mission, fait aujourd'hui l'objet des critiques, des ressentiments et des reproches adressés aux autorités publiques. Elle n'est plus en dehors du coup et le manque de probité des militaires est aujourd'hui publiquement critiqué. Juste ou pas, la chose était auparavant inconcevable.

La fonction présidentielle elle-même - pièce maîtresse du système - n'a pas été épargnée par ce mouvement. Non point parce que Miguel de la Madrid aurait commis des erreurs - ce qui est sans doute arrivé, mais il est le premier à les reconnaître - mais parce que son attitude est jugée, applaudie ou critiquée comme celle de n'importe qui d'autre. Chaque geste de la présidence est objet de discussions.

Aurait-il dû s'adresser à la nation dès le premier jour ou a-t-il bien fait d'attendre? Aurait-il dû accepter immédiatement l'aide étrangère, ou le temps d'attente a-t-il été approprié? A-t-il été correct d'annuler la visite à l'ONU ou aurait-il été convenant de profiter de cette tribune pour parler de la dette et de la reconstruction?

Le grand paradoxe des 19 et 20 septembre est que les facteurs d'affaiblissement du système se trouvent être les points d'appui d'une transformation et d'un renforcement du pays. Le fait que les habitants de la capitale se soient dépouillés du cynisme et du désenchantement, ne serait-ce que pour un temps, est une chose plus qu'encourageante. La fin de l'hérésie qu'était la critique des institutions les plus sacrées - la présidence, les forces armées - ne peut être que digne d'éloges. En fin de compte, un système et un gouvernement affaiblis mais un pays plus fort, en vertu même de sa tragédie, est un premier bilan du mois qui se termine. Premier bilan, deuxième ou troisième rappel.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441